

L'impact de l'utilisation de sociétés secrètes à des fins criminelles sur les petites et moyennes entreprises canadiennes, et la raison d'être d'un registre des bénéficiaires effectifs de sociétés accessible au public.

Cette note d'information explique comment les criminels peuvent cacher leur identité derrière des entreprises secrètes, ce qui nuit à l'économie canadienne, en particulier aux petites et moyennes entreprises (PME). Nous proposons un mécanisme politique pour dissuader les acteurs malveillants d'utiliser des sociétés secrètes pour faciliter les produits de la criminalité. Cette solution politique allégerait les coûts administratifs et réglementaires de diligence raisonnable pour les PME.

Les acteurs malveillants peuvent abuser des sociétés secrètes et mettre les petites entreprises honnêtes en danger.

Dans l'environnement commercial et financier complexe d'aujourd'hui, il est de plus en plus important que les entreprises fassent les vérifications nécessaires avant de prendre des décisions cruciales dans leurs chaînes d'approvisionnement. Savoir exactement avec qui elles font affaire permet aux entreprises de prendre des décisions éclairées sur les transactions et les relations d'affaires.

Les efforts des entreprises visent à générer des profits et à maximiser la valeur pour les actionnaires. Ce n'est pas le cas pour la plupart des sociétés secrètes. Elles n'existent que sur papier dans le seul but de cacher l'identité d'un acteur malveillant opérant dans les coulisses. Les criminels peuvent rester anonymes pour une variété d'activités néfastes, y compris commettre des fraudes, détourner des fonds de l'entreprise, et payer des pots-de-vin et fausser les prix du marché, ce qui pose de graves risques pour les petites et moyennes entreprises légitimes.

Il y a des milliers d'entreprises écran et dormantes légitimes au Canada. Pourtant, les sociétés écran canadiennes sont commercialisées à l'étranger pour des stratagèmes d'évasion fiscale et utilisées pour blanchir des milliards de dollars dans l'économie canadienne¹.

Façons dont les sociétés secrètes ont été utilisées de manière abusive au Canada.

» Les sociétés secrètes ont été utilisées de manière abusive pour déployer des stratagèmes d'hameçonnage afin de gagner des contrats d'approvisionnement.

En 2017, un fraudeur a escroqué l'Université MacEwan d'Edmonton de 11,8 millions de dollars en trompant l'établissement avec des courriels d'hameçonnage². Il a ensuite transféré les fonds dans une société écran, dissimulant ainsi son identité.

Les fonds, qui devaient être investis dans un nouveau bâtiment ultramoderne sur le campus, ont été transférés sur un compte bancaire à Hong Kong. Étant donné que la société écran a été créée sans divulguer ses propriétaires effectifs, il était extraordinairement difficile pour les autorités de naviguer dans un système complexe de blanchiment d'argent pour traquer les auteurs. Cela a porté atteinte à de nombreux intervenants

1 <https://business.financialpost.com/investing/global-investor/heres-how-the-shell-companies-exposed-in-the-panama-papers-work>

2 <https://www.cbc.ca/news/canada/edmonton/macewan-university-phishing-scam-edmonton-1.4270689>

3 https://www.cdhowe.org/sites/default/files/attachments/research_papers/mixed/Final%20for%20release%20e-brief_291_web%20%28003%29.pdf

4 <https://vancouver.sun.com/news/local-news/company-laundered-up-to-220-million-b-c-civil-forfeiture-office-alleges>

5 <https://edmontonjournal.com/news/crime/edmonton-couple-charged-with-stealing-774400-in-chemicals-from-edmonton-company>

6 [https://www.ey.com/Publication/vwLUAssets/ey-global-fraud-survey-2016/\\$FILE/ey-global-fraud-survey-final.pdf](https://www.ey.com/Publication/vwLUAssets/ey-global-fraud-survey-2016/$FILE/ey-global-fraud-survey-final.pdf)

7 <https://www2.deloitte.com/content/dam/Deloitte/ca/Documents/finance/finance-bcc-deloitte-scorecard-interactive-aoda.fr.pdf>

8 Ibid.

de la collectivité. Les étudiants ont été victimes, et les entrepreneurs et les fournisseurs ont subi de lourdes pertes financières.

» Les sociétés secrètes ont été utilisées de manière abusive par des blanchisseurs d'argent et ont contribué à la volatilité des flux de capitaux et des taux de change internationaux.

L'une des raisons de la création d'une société écran est de blanchir les produits de la criminalité, ce qui a de graves implications socio-économiques. Rien qu'au Canada, on estime qu'entre 100 et 130 milliards de dollars sont blanchis chaque année³. Contrairement aux investisseurs légitimes, les blanchisseurs d'argent ne cherchent pas à maximiser les profits. Ils cherchent à réduire le risque de se faire prendre pour leurs crimes. Leur manque d'intérêt dévolu affecte négativement les entreprises légitimes.

Il suffit de regarder le Lower Mainland de la Colombie-Britannique, où une entreprise appelée Silver International aurait agi comme une banque souterraine pour l'argent provenant de la Chine. Les entreprises de services monétaires au Canada sont tenues par le gouvernement fédéral d'enregistrer leur entreprise et de créer des profils de clients. Silver International n'a fait ni l'un ni l'autre et aurait blanchi jusqu'à 220 millions de dollars en un an⁴.

Le blanchiment d'argent de cette ampleur a des effets d'entraînement sur l'ensemble de l'économie en créant des changements imprévisibles de la demande et une volatilité extrême des flux de capitaux et des taux de change internationaux. En conséquence, les propriétaires d'entreprises honnêtes, les entrepreneurs et les investisseurs sont ceux qui font les frais du blanchiment d'argent dans l'économie.

» Les sociétés secrètes ont été utilisées de manière abusive pour encourager le vol contre des entreprises honnêtes et légitimes.

Des sociétés écran peuvent également être créées pour dissimuler des fonds obtenus par le biais d'activités frauduleuses. Dans un cas récent, un employé d'une entreprise pétrolière et gazière de l'Alberta a volé plus de 6 000 livres de produits chimiques à une entreprise locale. L'employé et son partenaire font face à des accusations de fraude après avoir exporté les produits volés aux États-Unis. Les enquêteurs croient que le couple a utilisé une société écran pour faciliter la vente des produits chimiques, qui valaient plus de 700 000 \$.

Recommandation de politique visant à empêcher les acteurs malveillants d'abuser des sociétés secrètes.

» Un registre pancanadien des propriétaires effectifs de sociétés, accessible au public

Selon l'enquête sur la fraude 2016 d'Ernst and Young⁶, 91 % des cadres supérieurs croient qu'il est important de connaître le propriétaire ultime des entités avec lesquelles vous faites affaire. La façon la plus pragmatique d'apporter de la transparence au système est de créer un registre pancanadien de la propriété effective accessible au public. Un tel registre exigerait la divulgation des renseignements commerciaux de base – qui, ultimement, possède ou contrôle plus de 10 % des actions d'une société. Le registre n'exigerait aucune divulgation des renseignements financiers ou opérationnels de la société, ni des renseignements personnels sur ses actionnaires.

» Avantages supplémentaires d'un registre

Plus de 31 000 institutions financières, entreprises et professions désignées du Canada sont tenues par les lois et règlements canadiens de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme de faire les vérifications nécessaires concernant leurs clients. Un registre public réduirait considérablement le fardeau administratif de milliers d'entreprises à travers le Canada. « Les entreprises canadiennes peuvent être confrontées à un fardeau réglementaire plus élevé que leurs pairs »⁷, indique une fiche de pointage récente de Deloitte, avec l'évaluation d'un sondage par le Conseil canadien des affaires. Cette même évaluation a également révélé que 41 % de ses membres estimaient qu'une réduction du fardeau réglementaire serait « un élément pour améliorer l'environnement des affaires au Canada »⁸.

En ayant cette information dans un dépôt centralisé, les propriétaires d'entreprise gagneraient à ne pas avoir à reproduire des formulaires de diligence raisonnable à plusieurs reprises. Un registre des propriétaires effectifs de sociétés accessible au public présente un double avantage de dissuasion et facilite le commerce légitime au Canada. En bref, un registre public empêcherait ceux qui envisagent d'utiliser des sociétés secrètes à des

fins néfastes de s'intégrer au Canada, et cela soulagerait également les PME de certains de leurs coûts réglementaires actuels.